



Canadian Ecumenical
Justice Initiatives /
Initiatives œcuméniques
canadiennes pour
la justice

Members

The Anglican Church of Canada
Canadian Catholic Organization for
Development and Peace
Canadian Conference of
Catholic Bishops
Canadian Religious Conference
Christian Reformed Church in
North America (Canada Corporation)
Evangelical Lutheran Church
in Canada
Mennonite Central Committee
Canada
The Presbyterian Church in Canada
The Primate's World Relief and
Development Fund
Religious Society of Friends (Quakers)
The United Church of Canada

Membres

Assemblée annuelle canadienne
de la Société religieuse des Amis
Conférence des évêques
catholiques du Canada
Comité Central Mennonite Canada
Conférence religieuse canadienne
Développement et Paix
L'Église anglicane du Canada
Église Évangélique Luthérienne
au Canada
L'Église presbytérienne au Canada
L'Église réformée chrétienne en
Amérique du Nord
(Société canadienne)
L'Église Unie du Canada
Le fonds du Primat pour le secours
et le développement mondial

310 Dupont Street, Suite 200
Toronto Ontario
Canada M5R 1V9
tel: 416.463.5312
toll-free: 1.877.403.8933
fax: 416.463.5569
www.kairoscanada.org



Le 23 janvier 2009

Objet : KAIROS plaide pour une réponse morale à la crise économique

Monsieur le Premier Ministre du Canada,
Messieurs les Premiers Ministres des provinces,
Madame, Messieurs les Leaders des gouvernements territoriaux,

Alors que nous vivons une des plus graves crises que le système financier international ait connues depuis plus de 70 ans, KAIROS – une organisation œuvrant à la justice sociale et regroupant onze Églises et organisations d'Églises chrétiennes du Canada – fait appel à vous pour y répondre de manière résolue et efficace, guidés par les plus hautes valeurs morales.

D'une seule voix, les Églises membres de KAIROS vous demandent d'intervenir animés par une profonde préoccupation pour toutes les communautés humaines qui appellent la Terre de Dieu « notre chez-nous ». Nous savons que vous placez la crise au sommet de votre programme. Toutefois, nous sommes grandement inquiets du peu d'attention accordée aux valeurs morales pourtant indispensables pour nous guider hors de la crise vers un avenir plus durable.

KAIROS voit dans la crise financière l'échec systémique des marchés financiers mondiaux. Au cours des 30 dernières années, les gouvernements ont accentué la déréglementation des marchés, ouvrant la porte à leur manipulation par les intérêts à court terme de certains des plus riches et des plus puissants.

Les marchés se sont mis au service de buts privés, des objectifs de profit d'un petit nombre, plutôt qu'au service des buts communs de la majorité, des besoins de première nécessité des personnes et des collectivités. Ce même système économique mondial en faillite qu'on voit maintenant paralyser les marchés financiers mondiaux est également responsable de la croissance des disparités entre les riches et les pauvres, au Canada comme dans les autres pays du monde.

Qu'en résulte-t-il? Nous nous éloignons de plus en plus des justes relations qui doivent s'établir entre les gens, et entre les sociétés humaines et le reste de la création. Le système qui a dilapidé une si grande part de la richesse financière au cours des six derniers mois est aussi responsable de la dégradation des écosystèmes du monde, y compris l'atmosphère terrestre.

Il est temps de changer de voie – radicalement.

L'archevêque Celestino Migliore, représentant spécial du pape Benoît XVI auprès des Nations Unies, l'a fort bien exprimé : « À sa racine, on ne doit pas la crise financière à l'échec de la créativité des êtres humains, mais à l'échec de leur conduite morale. C'est un génie humain débridé qui a inventé les mécanismes et les outils qui ont gonflé les possibilités de crédit et les ratios d'endettement à ces degrés trop élevés – insoutenables – qui ont permis aux individus et aux compagnies de poursuivre d'excessifs buts matériels aux dépens de la viabilité à long terme. »

On nous informe chaque jour de programmes de stimulation économique faisant appel à des dépenses massives ou à d'énormes réductions de taxes destinées à relancer le même modèle de consommation insoutenable qui nous a entraînés dans la crise. Partout dans le monde, les gouvernements semblent disposés à dépenser des billions de dollars pour recréer l'ancien

modèle destructeur, tout en refusant de s'attaquer directement aux causes de la dévastation. Nous devons changer de direction et investir de façon intelligente dans un nouveau cadre économique stratégique qui combatte la pauvreté, la maladie et les changements climatiques.

Nous avons déjà entendu des leaders politiques affirmer que leurs programmes de lutte contre la pauvreté pourraient devoir être retardés, comme si la justice sociale et écologique était un luxe que nous ne pouvons pas nous payer en cette période de détresse économique. Nous croyons que les valeurs morales constituent le fondement essentiel de politiques publiques capables de répondre à la crise économique tout en prévenant sa résurgence dans quelques années.

L'ampleur de la crise économique au Canada

Les investisseurs et les banquiers ne sont pas les seuls à souffrir.

En 1989, les responsables politiques fédéraux ont promis de mettre fin à la pauvreté des enfants au Canada pour l'an 2000. Dans son *Rapport 2008 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada*, l'organisme Campagne 2000 affirme que 760 000 enfants vivent encore dans la pauvreté, malgré une décennie de prospérité. Campagne 2000 tient le compte des chiffres depuis la promesse de 1989. Rien n'a pratiquement changé depuis cette date : en 2006, le taux de pauvreté infantile au Canada se situait à 11,3 % (presque un enfant sur neuf); en 1989, ce taux était de 11,7 %. Dans presque toutes les familles en difficulté, ce sont les enfants qu'on nourrit en premier. Il devrait en aller de même pour l'ordre des priorités de notre pays.

Depuis 2002, la famille canadienne moyenne dite « à faible revenu » a dû subsister avec un revenu annuel inférieur de plus de 7 000 \$ au seuil de pauvreté. Les prestations d'assistance sociale ont diminué de près de 21 % au Canada et le recours aux banques alimentaires a presque doublé depuis 1989. La pauvreté découlant de ces coupures frappe durement les individus, les familles et les communautés. La pauvreté a augmenté malgré les promesses de l'éliminer.

Membres de la communauté mondiale, nous avons le devoir moral d'adopter le point de vue des victimes, aussi bien les victimes de la crise financière que celles de la crise des changements climatiques. Près d'un milliard de personnes vivent dans la pauvreté, et de 150 à 200 millions de réfugiés se verront probablement forcer de quitter leurs foyers à cause des changements climatiques. Ces gens nous pressent de renverser le pervers transfert de richesse qui va des peuples appauvris du Sud global aux riches investisseurs du Nord par le biais de paiements pour des dettes illégitimes qu'ils ont pourtant déjà remboursées plusieurs fois.

Ils nous demandent également de reconnaître l'énorme dette écologique que nous du Nord, avons envers les peuples du Sud global à la suite de décennies de surconsommation de leurs ressources naturelles pourtant limitées. Notre consommation excessive et gaspilleuse d'énergie contribue à la fois aux changements climatiques et à la marginalisation des pauvres aussi bien au Canada qu'ailleurs dans le monde.

Nos émissions de gaz à effet de serre augmentent et déstabiliseront notre climat, à moins que nous ne les réduisions. Une recherche faite récemment par le Centre Tyndall sur les changements climatiques a montré que pour nous donner une réelle chance d'empêcher le climat d'augmenter de plus de deux degrés Celsius au-dessus des niveaux préindustriels (une mesure de dangerosité des changements climatiques), les émissions mondiales doivent atteindre un pic pas plus tard qu'en 2015, puis décliner de 6 à 8 % par année de 2020 à 2040; finalement, l'économie mondiale devra éliminer complètement les émissions de carbone tôt après 2050. Ce programme lui-même ne fonctionnera bien que si certaines hypothèses optimistes concernant la réponse de la biosphère se vérifient.

Des leaders politiques canadiens prétendent que les Canadiennes et les Canadiens ne sont pas disposés à accepter de fortes mesures pour combattre les changements climatiques, ou qu'ils seraient prêts à le faire uniquement s'ils n'encourent aucun coût. Une récente recherche commandée par l'Église unie au Canada montre que 83 % de la population canadienne pense que le Canada devrait *s'engager dans des actions fortes contre le réchauffement climatique* sans attendre les autres pays. Cette même recherche révèle que 78 % des Canadiens sont d'avis que le Canada devrait baser ses cibles de lutte contre le réchauffement climatique sur ce que les scientifiques en vue affirment être nécessaire pour prévenir d'importants dommages à l'environnement, *même si pour atteindre ces cibles il y a des coûts pour l'économie.* (www.united-church.ca/files/ecology/climate_poll.pdf).

L'économie de la Création

Nous abordons la crise fermement déterminés à parler au nom des membres les plus vulnérables de la communauté Terre tout entière, dont les êtres humains ne constituent qu'une partie. Telle est l'économie divine de la création, dans les limites de la laquelle évoluent toute autre économie.

Les humains sont appelés à participer à la création de Dieu avec amour et attention. Nous sommes ainsi amenés à refuser d'utiliser et d'exploiter la Terre et les peuples qui l'habitent d'abord et avant tout pour le profit, et à plutôt comprendre que la Terre est une communauté de vie interconnectée, dont la survie repose sur l'interdépendance.

Notre analyse de la présente crise mondiale et nos efforts pour concevoir un avenir différent, restauré, s'enracinent dans notre foi. L'appel biblique d'aimer notre prochain comme nous-mêmes et de faire aux autres ce que nous désirons qu'ils nous fassent nous entraîne à dépasser la tendance à rechercher notre propre bien aux dépens de celui des autres.

Des relations justes entre les humains et avec la création : tel est le fondement de la vie économique. Cette relation d'intégrité est une question de justice. Comme l'ont récemment déclaré les évêques de la Communion anglicane, « l'évangile ne se résume pas à la proclamation de la rédemption et du renouvellement individuels, mais comprend aussi le renouvellement de la société sous le règne de Dieu, l'arrêt de l'injustice et la restauration d'une juste relation avec Dieu, entre les êtres humains et avec l'ensemble de la création. »

Depuis plus de 30 ans, les Églises chrétiennes ont progressivement développé un corps de principes éthiques maintenant connus comme les principes de l'écojustice. Ces principes affirment qu'il n'y a pas de contradiction entre chercher la justice dans la société humaine et chercher l'intégrité dans la totalité de la création. Nous énonçons ces principes éthiques en nous fondant sur notre propre tradition, mais ils ne sont pas exclusivement chrétiens. Ils se sont développés également dans d'autres traditions religieuses de même que dans le cadre des Nations Unies, d'abord au sein de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement en 1983 et 1987, puis au Sommet de la Terre de Rio en 1992 et finalement dans la Charte de la Terre de 2000. Les principes de l'écojustice exigent de porter attention à la solidarité, la durabilité, la nécessité-modération et l'équité.

Le principe de solidarité

Ce principe éthique fonde l'engagement à ne pas abandonner les autres personnes et créatures, mais à les soutenir comme nos compagnons et nos alliés dans *une* communauté Terre reflétant le profond respect de la diversité de la création.

Le principe de durabilité

Ce principe éthique exige de nous que nous adoptions des habitudes de vie et de travail convenant à l'environnement et propres à favoriser l'éclosion de la vie. Il comprend l'usage de technologies écologiquement et socialement appropriées. Le recours à de telles technologies requerra d'importants nouveaux investissements, adéquatement distribués pour que toutes et tous en bénéficient. La présente économie fondée sur le carbone, et qui traite l'atmosphère comme un vaste dépotoir pour déchets toxiques, est à l'évidence insoutenable.

Le principe de nécessité-modération

Ce principe éthique fonde la norme du partage organisé, qui exige de définir des planchers minimaux et des plafonds précis de consommation équitable ou « correcte ». Le scandale de la pauvreté des enfants au Canada est un exemple de l'absence de plancher minimal de consommation. L'outrageante escalade des primes accordées aux dirigeants d'entreprise au cours des dernières années est un exemple de l'absence de plafond équitable de consommation. Le monde dispose de ressources suffisantes pour répondre aux besoins de tous, mais non à la cupidité de chacun.

Le principe d'équité

Ce principe éthique renvoie à la justice dans la prise de décisions et dans leurs conséquences. Il requiert la participation socialement équitable aux décisions portant sur les façons de se procurer les moyens de subsistance et de gérer la vie en collectivité pour le bien en commun et le bien de tous. Il exige aussi qu'on examine les planchers et les plafonds éthiques décrits ci-dessus sous le terme de nécessité-modération. Il faut porter attention en particulier à celles et ceux qu'on a historiquement marginalisés dans la prise de décisions et le partage du pouvoir, par exemple les personnes vivant dans la pauvreté, les femmes, les peuples autochtones et les minorités raciales. En élargissant notre compréhension de la place qui nous revient dans l'ordre de la création, nous recouvrerons la sagesse des antiques traditions et prendrons conscience de l'impact de nos décisions sur les autres espèces et les écosystèmes.

Agir pour une économie juste et durable

Les principes que nous recommandons trouvent des appuis dans tous les secteurs de l'éventail politique. À notre avis, la crise est suffisamment grave pour justifier une action conjointe de tous les partis à tous les paliers.

La nouvelle loi améliorée sur l'aide internationale offre un exemple récent de loi fédérale guidée par les principes éthiques que nous endossons. Les membres de tous les partis politiques de la Chambre des communes ont appuyé ce projet de loi pour qu'il devienne une loi effective. Selon cette nouvelle loi, le Canada doit consacrer ses dépenses d'aide internationale exclusivement à des programmes qui diminuent la pauvreté, respectent les normes et les droits humains internationaux, et prennent en considération les idées et les priorités des pauvres. Voilà un exemple du principe éthique de **solidarité** appliqué au palier international.

Dans le même esprit, nous demandons aux parlementaires fédéraux du Canada d'endosser le principe éthique de **nécessité-modération** en réaffirmant leur engagement de 1989 à mettre fin à la pauvreté des enfants au Canada et en examinant pourquoi le taux de pauvreté infantile demeure aujourd'hui le même qu'à cette époque : 25 % des enfants dans les collectivités des Premières Nations et près de 12 % des enfants canadiens en général vivent dans la pauvreté.

Nous encourageons les responsables politiques fédéraux à faire partenariat avec les provinces pour développer une stratégie nationale globale de réduction de la pauvreté, comprenant des programmes de logement à prix abordable. Nous les pressons d'endosser le principe éthique d'**équité** et ce faisant, de consulter les groupes les plus durement touchés par la pauvreté : les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.

Le principe de **durabilité** est essentiel à la réorientation éthique de notre économie et de notre société. Il est d'une importance vitale que les gouvernements transfèrent les subsides actuellement accordés à l'industrie « carbonifère » du pétrole et du gaz. Nous pressons nos gouvernements de plutôt investir dans la conservation de l'énergie, l'efficacité énergétique et des sources d'énergie renouvelables, et dans des infrastructures de transport faibles en carbone afin de faciliter la transition vers une économie durable. Nous croyons que de tels investissements doivent se retrouver au cœur de tout programme fiscal de stimulation économique visant à résoudre l'actuelle crise financière et à créer des emplois durables.

Dans les mots du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon : « Les investissements qui combattent les changements climatiques créent des millions d'emplois verts et aiguillonnent une croissance verte. Il nous faut un « nouveau pacte social vert » [*Green New Deal*, en référence à Roosevelt], un pacte qui bénéficie à toutes les nations, riches et pauvres. » Les investissements dans les programmes d'efficacité et de conservation énergétiques créent cinq fois plus d'emplois que les investissements dans la production de pétrole, de gaz naturel et de charbon.

Les principes moraux décrits ci-dessus exigent l'instauration d'un nouvel ordre financier international juste et durable, et non des réformes mineures destinées à consolider un système injuste. Il faut des mesures comme la taxe sur les transactions sur devises afin de décourager la spéculation en imposant une légère taxe sur les opérations de change. Une taxe de 0,005 % dégagerait des revenus annuels de 33,4 milliards \$ US qu'on pourrait investir dans le développement authentiquement durable. Il faudrait aussi inclure un mécanisme d'annulation des dettes internationales en vue d'identifier et d'effacer les dettes illégitimes et mettre fin à l'imposition de mesures d'ajustement structurel qui ont contribué à l'appauvrissement des pays du Sud et nié leur droit à l'autodétermination.

Ces principes découlent de décennies de réflexion sur l'antique sagesse et sur les problèmes contemporains. Nous vous demandons instamment d'avoir recours à ces valeurs morales pour vous guider dans vos décisions, et d'inclure dans vos stratégies les mesures que nous recommandons.

C'est en toute humilité que nous vous offrons ces recommandations. Celles-ci n'épuisent ni le champ des possibles ni l'éventail de ce qui doit être fait.

Nous, personnes croyantes, animées par l'espérance, faisons appel à vous, nos leaders politiques, pour que vous exerciez votre responsabilité de diriger l'économie du Canada comme des intendants du bien commun, au service de la population et pour le bien de la Terre. Nous nous engageons à prier pour vous, et à œuvrer comme Églises à la promotion d'une économie canadienne et internationale soutenant la vie.

Sincèrement vôtre,



Mary Corkery
Directrice générale